



L'Oasis, Unité mobile d'intervention

Mémoire de l'Oasis

Réalisé dans le cadre de la consultation sur la politique québécoise de la jeunesse

Écrit en collaboration avec le ROCAJQ

© Septembre 2015

Crédits :

Rédaction : Myriam Tardif et Denitsa Hristova

Contenu : Guy Boisvert

Mise en page: Denitsa Hristova et Marie-Ève Gauthier

Correction : Isabelle Nolin

Présentation de l'organisme

L'Oasis est un organisme communautaire sans but lucratif qui a été fondé en 1995. Depuis près de 20 ans, la caravane de l'Oasis sillonne les rues de Laval afin de venir en aide aux gens dans le besoin. Une équipe d'intervenants tente de rejoindre une clientèle à risque directement dans son milieu. Notre organisme vise à établir une relation significative avec les usagers dans le but de leur procurer une aide concrète et immédiate, permettant une liaison rapide avec les ressources existantes.

Plus de 5000 interventions sont effectuées chaque année à bord de la caravane et au bureau de l'Oasis. Les résidents connaissent le véhicule motorisé et savent qu'ils peuvent y trouver une oreille attentive et des réponses à leurs questions.

La vie amène son lot d'épreuves et les Lavallois, jeunes et moins jeunes, peuvent appeler l'Oasis ou visiter la caravane quand eux ou un membre de leur entourage vivent une situation devant laquelle ils se sentent impuissants, sans moyens. Les services qu'on y trouve sont ceux d'écoute, d'aide, de prévention, de référence et aussi d'échange de matériel de consommation.

Vision

Les intervenants s'emploient au quotidien à tisser des liens avec une population trop souvent marginalisée et, par conséquent, méfiante. Nous tentons aussi d'intervenir en considérant la personne dans sa globalité plutôt que de la réduire à un simple diagnostic ou à une étiquette. Notre organisme croit aussi au potentiel et à la valeur de tous les individus et nous leur offrons des services adaptés à leur réalité et exempts de jugements.

En effet, tout le monde est bienvenu à bord de la caravane et les interventions qui y sont pratiquées sont multiples, puisqu'elles relèvent de problématiques variées.



En collaboration avec



Missions

- Venir en aide aux jeunes démunis, âgés de 12 à 29 ans, et, depuis 2003, aux résidents de Laval âgés de 30 ans et plus;
- Constituer une ressource d'intervention de première ligne en offrant un lieu d'écoute, d'aide, de référence et de prévention;
- Aller à la rencontre des gens dans le besoin directement dans leur milieu;
- Assurer la liaison entre les usagers et les ressources existantes à Laval;
- Établir une relation déterminante avec les usagers dans le but de leur procurer une aide concrète et immédiate;
- Permettre aux usagers de discuter de sujets les préoccupant sans qu'ils se sentent jugés.

Valeurs

- Promouvoir le développement de la personne par des interventions axées sur la globalité et l'intégrité de celle-ci et non pas par des interventions partielles portant exclusivement sur les symptômes;
- Promouvoir la liberté par l'affirmation, l'estime de soi, l'autonomie et le sens des responsabilités en l'absence d'oppression ou de toutes formes de soumission;
- Promouvoir la justice sociale par l'égalité des droits ainsi que par le respect de la dignité des personnes et des différences. Nous nous opposons donc à toutes formes de discrimination, d'injustice et d'inégalités;
- Promouvoir la solidarité par l'entraide, la coopération et la mobilisation. Nous dénonçons l'individualisme, la compétition et l'isolement.



En collaboration avec



Mise en contexte

La politique jeunesse datant de 2001 est rendue à son échéance et ne répond plus aux réalités d'aujourd'hui. Les deux derniers gouvernements ont pris l'engagement de la mettre à jour afin qu'elle réponde mieux aux défis et aux enjeux des quinze prochaines années. Désirant prendre part à la consultation, le Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ) a offert un soutien à notre organisme dans la rédaction de ce mémoire.

Ayant le désir de refléter les besoins et la réalité des jeunes que nous accompagnons au quotidien et comme le commandent nos valeurs sociales et notre souci d'équité, nous nous devons d'explorer la situation au-delà des axes prédéterminés du gouvernement. Dans les pages qui suivent, vous pourrez prendre connaissance des principaux défis que doivent relever les jeunes qui fréquentent notre organisation pour passer de l'enfance à la vie adulte. La saveur locale est aussi présente, mais force est de constater que, dans l'ensemble, les besoins et les réalités des jeunes se rejoignent, et ce, à travers la province.

Les organismes communautaires autonomes jeunesse (OCAJ), dont nous faisons partie, forment un vaste réseau d'accompagnement et de soutien pour les jeunes de 0 à 35 ans. Créés à l'initiative des membres de la communauté, ils en reflètent la capacité de mobilisation du tissu social. Ils trouvent leur légitimité première dans la société civile tout comme dans ses réseaux d'appartenance et de solidarité. En raison de leur enracinement dans la communauté et de leur identification à celle-ci, les OCAJ font preuve de polyvalence afin de s'adapter aux besoins des jeunes. Avec le temps, ils ont développé des modes d'intervention novateurs, sans préjugés et principalement ancrés dans le milieu de vie des jeunes. Cette approche permet de rejoindre les plus vulnérables et ceux qui ne font pas spontanément appel au réseau public. C'est pourquoi notre organisme a décidé de prendre part à la consultation et de produire ce mémoire. Il expose des principes et des recommandations qui représentent les besoins et les réalités de cette jeunesse trop souvent oubliée. Le contenu se veut un incitatif au gouvernement à considérer les enjeux des jeunes aux parcours de vie atypiques, et ce, afin que chaque jeune québécois se sente interpellé et inclus dans notre société. Tout comme le ROCAJQ, dont nous sommes fièrement membres, nous sommes d'avis que les institutions publiques, gouvernementales, organismes communautaires et la population devront collaborer afin d'assurer à la jeunesse un meilleur avenir et une participation citoyenne active.



En collaboration avec



Principes directeurs et recommandations

La toxicomanie chez les jeunes

À l'Oasis, nous remarquons que, de nos jours, la consommation par les jeunes de substances telles que des drogues dures, des drogues de synthèse, des médicaments, de l'alcool, etc. n'a pas forcément augmenté, en revanche, les cas de consommation problématique sont plus nombreux. Une consommation de drogues devient problématique quand elle génère des conséquences négatives pour l'utilisateur, qu'elles soient d'ordres physique, mental, social, émotif, juridique ou économique. De plus, nos intervenants observent que cette consommation est de plus en plus variée et est caractérisée par la création de « mélanges » ou de « cocktails », c'est-à-dire par la prise de plusieurs drogues différentes en même temps pour produire des effets multiples. Cependant, ces « mélanges » peuvent entraîner des effets imprévisibles inconnus de ceux qui les absorbent. Plusieurs jeunes n'arrivent pas à reconnaître ou à détecter les signes avant-coureurs qui caractérisent une consommation problématique. Ils ne se rendent compte du problème que lorsqu'une panoplie d'impacts négatifs ont eu des répercussions dans maints aspects de leur vie. Notre organisme reconnaît qu'à leur âge, les jeunes passent par une phase normale d'exploration où ils cherchent à tester leurs limites. Par contre, nous nous inquiétons de la « pensée magique » adoptée par certains qui ignorent les séquelles potentielles de leurs choix. Par exemple, même lorsqu'ils obtiennent des résultats dans le « rouge » dans le cadre du test « Dep-ados » (grille de dépistage de la consommation problématique de drogues et d'alcool chez les adolescents et les adolescentes), certains jeunes ne voient pas toujours la gravité de leur situation ou ne s'en soucient pas. Ce portrait de la situation nous pousse à déplorer le manque de prévention en milieu scolaire sur les effets et les conséquences de l'usage des drogues ainsi que, plus précisément, sur les répercussions des « cocktails », comme nous l'avons décrit précédemment.

Plusieurs raisons peuvent expliquer que la consommation des jeunes puisse devenir problématique. À ce chapitre, on note d'abord la banalisation des drogues de synthèse qui sont des drogues créées artificiellement en laboratoire à l'aide de la chimie et dont la composition exacte reste souvent méconnue. Ensuite, l'influence des pairs et de la culture populaire mène également à une banalisation de la consommation de drogues. Ainsi, lorsque les parents consomment ou lorsqu'il y a présence d'alcool ou de drogues dans la maison, les jeunes demeurent plus susceptibles de reprendre ces habitudes de manière excessive.

De surcroît, nous ne devons pas oublier ou minimiser les problématiques liées à la prise de drogues légales, comme le café, l'alcool, les boissons énergisantes et les médicaments.



En collaboration avec



À cet égard, une dépendance à l'une ou l'autre de ces substances peut entraîner les mêmes impacts négatifs que s'il s'agissait d'une drogue illicite, selon l'individu qui les utilise et son passé. Le passage vers d'autres drogues lors de l'arrêt de la consommation de la première substance semble déjà tracé. Par exemple, plusieurs jeunes qui doivent arrêter le Ritalin vont chercher à le remplacer par d'autres substances aux effets similaires, car ils n'auront jamais appris à composer avec eux-mêmes sans celui-ci.

Bien entendu, les risques liés à la consommation de drogues à l'école, comme le manque de motivation, les problèmes liés au manque de jugement, les conséquences juridiques, la création de tensions dans les relations sociales, etc. doivent également être pris en compte. Malheureusement, quand des jeunes sont surpris sous l'effet d'une quelconque substance dans leur école et qu'ils sont suspendus en guise de sanction, les suivis en toxicomanie sont rarement effectués. Nous constatons aussi un grand manque de ressources d'aide pour les jeunes qui sont à l'école, ou non, par rapport à la toxicomanie et aux drogues en général.

S'ajoutent aux problématiques attribuables à la consommation de drogues celles liées à la vente et au trafic de substances illicites. Plusieurs raisons peuvent pousser les jeunes à intégrer les réseaux de vente de drogues. Nous remarquons, notamment, qu'une faible estime de soi ou des milieux familiaux dysfonctionnels poussent les jeunes à se construire un réseau social périphérique pour se sentir valorisés et appartenir à un groupe; la tentation de se joindre à un groupe d'usagers des drogues ou à un groupe qui en assure la vente est grande. Or, la gravité des conséquences liées à la vente de drogues, soit la criminalisation et la judiciarisation, mérite qu'on s'y attarde.

De plus, nous ne devons pas oublier d'étudier l'itinérance chez les jeunes, qui peut être causée, de manière non exclusive, par des problèmes de toxicomanie. À l'Oasis, nous côtoyons quotidiennement des gens aux prises avec cette problématique. Les jeunes de Laval qui font face à l'itinérance dorment sur le divan d'amis ou de connaissances, ou se déplacent vers le centre-ville de Montréal. Conséquemment, bien que l'itinérance ne soit pas très visible dans notre ville, elle n'en reste pas pour le moins problématique. C'est pourquoi nous croyons important d'examiner l'itinérance dans l'établissement d'une nouvelle politique jeunesse. Pour plus de détails, nous voudrions vous référer aux mémoires de nos collègues des organismes DANS LA RUE et d'EN MARGE pour plus de détails.



En collaboration avec



En conséquence, l'OASIS propose au gouvernement les **recommandations** suivantes :

- ✚ Que le gouvernement mette en place des programmes de prévention et de lutte contre la toxicomanie qui ne soient pas tournés vers la criminalisation, mais vers l'information et la sensibilisation;
- ✚ Offrir un suivi en toxicomanie avec les jeunes qui suspendus de l'école pour consommation de drogues;
- ✚ Mettre en place un plan national qui donne des lignes directrices aux écoles par rapport au nombre d'intervenants et d'éducateurs spécialisés qui devraient être engagés en fonction du nombre d'élèves;
- ✚ Encourager la mise en place de tout programme ou de toute activité visant l'augmentation de l'estime et de la confiance en soi des élèves fréquentant l'école secondaire, ce qui peut parfois aider à prévenir les problèmes de consommation des jeunes.



En collaboration avec



Décrochage scolaire, accès au marché de l'emploi et transition « postsecondaire »

Nous constatons à l'Oasis qu'il existe plusieurs motifs menant les jeunes à décrocher avant l'obtention de leur diplôme d'études secondaires. Nous pouvons nommer comme causes, entre autres : l'appartenance à un milieu familial difficile ou dysfonctionnel, l'appartenance à un milieu socio-économique défavorisé, le fait d'être placé à un jeune âge dans des classes de cheminements particuliers -celles-ci ne leur convenant pas nécessairement et pouvant nuire à leur motivation scolaire-, ou tout simplement un cheminement scolaire « traditionnel » inadapté à leurs aspirations. Les jeunes qui ne réussiront pas à compléter au moins leur 3e secondaire, auront énormément de difficulté à se trouver un emploi quelconque; même un emploi temporaire rémunéré au salaire minimum.

Parfois, la motivation scolaire et le cheminement d'un jeune sera entravé parce qu'on lui aura posé une étiquette liée à sa classe sociale, à des problèmes familiaux ou à des troubles en santé mentale le marginalisant. Dans le cas de problèmes de santé mentale, des diagnostics peuvent être discutables, tout comme une médicalisation de la situation peut être contestable. Ainsi, nous croyons que le milieu scolaire doit pouvoir prendre le temps de s'adapter à tous les jeunes, malgré leurs différences, en leur offrant, par exemple, un large éventail de services pour les accompagner dans leur cheminement.

De plus, nous sommes en mesure d'établir qu'un jeune trouvera difficilement sa motivation à l'école s'il n'est pas stimulé ou encouragé par sa famille ou par ses pairs. En effet, tous les milieux familiaux ne valorisent l'éducation. Au contraire, parfois, les enfants représentent un potentiel de nouveaux revenus pour le foyer, que ce soit en entrant sur le marché du travail ou en demandant l'aide sociale dès l'âge de 18 ans. Il faut comprendre les difficultés pour un parent de soutenir ses enfants à travers leur parcours scolaire, s'il est lui-même aux prises avec des problèmes sociaux, de toxicomanie ou tout simplement parce qu'il n'en voit pas l'intérêt n'ayant lui-même pas terminé son secondaire.

Nous oublions aussi trop souvent que le système scolaire ne convient pas à tout le monde. Quand les jeunes n'ont pas de bons résultats dans le système traditionnel, peu de personnes s'inquiètent d'eux ou leur proposent d'autres voies. Ils sortent souvent de ce système en ayant l'impression de ne jamais pouvoir exceller et, par la suite, trouveront très peu d'emplois valorisants, stimulants et adaptés à leurs intérêts et à leurs capacités, en raison de l'absence de diplôme. Pour accéder aux formations professionnelles, ils doivent au moins avoir complété leur 3e secondaire. Malheureusement, les décrocheurs précoces seront contraints de passer par l'éducation aux adultes et de subir un test de classement susceptible, même à 20 ans, de les rabaisser au niveau primaire s'ils n'ont pas encore intégré les acquis ou s'ils ont quitté les bancs d'école depuis trop longtemps. Recommencer la matière du primaire avant de pouvoir terminer les autres années de son secondaire constitue un très dur coup pour la motivation et l'estime de soi.



En collaboration avec



En outre, les jeunes ignorent souvent le métier qu'ils voudraient exercer plus tard; ils connaissent peu ou mal les réalités du marché du travail de même que les possibilités qui s'ouvrent à eux. Malgré l'existence des Carrefours jeunesse emploi, plusieurs n'arrivent pas à se trouver du travail, ce qui peut être très décourageant. De plus, bien que certaines voies scolaires moins traditionnelles permettent aux élèves d'entrer sur le marché du travail plus rapidement, les emplois et les stages qui leur sont proposés sont rarement valorisants, stimulants ou liés aux champs d'intérêt des jeunes, comme en font foi certains programmes de formations professionnelles et techniques (FPT). Nous croyons, au contraire, qu'on devrait aider les jeunes à trouver des emplois qui leur correspondent et qui mettent en valeur leurs forces et leurs intérêts.

Enfin, s'il est vrai que certains jeunes ont décroché, parce qu'ils ont commis trop d'impairs au secondaire en raison de problèmes de toxicomanie, d'envies d'aventures, de liberté, de voyages, de faire la fête, etc., ce n'est pas pour une raison suffisante de les exclure à jamais de la société ! Des solutions doivent être mises en place pour les raccrocher de manière durable, en se basant sur leurs forces et sur leur personnalité et en leur trouvant des projets professionnels stimulants basés sur leurs champs d'intérêt.

En conséquence, l'OASIS propose au gouvernement les **recommandations** suivantes :

- ✚ Mieux préparer la phase de transition « postsecondaire », en incluant par exemple des stages orientants qui préparent vraiment au marché de l'emploi, avec une plus grande variété d'offres de stages professionnels, pour que les jeunes bénéficient d'un large éventail d'opportunités qui dépassent des expériences en entretien ménager;
- ✚ Mettre en place un système d'éducation « alternatif », déjà implanté au primaire, adapté au secondaire et au postsecondaire;
- ✚ Donner la liberté aux écoles de mettre sur pied des programmes motivants (parascolaires ou intrascolaires, comme des concentrations) permanents et accessibles à tous, qui permettraient de valoriser les jeunes et de les intéresser à l'accomplissement de leur parcours scolaire;
- ✚ Évaluer la pertinence et l'efficacité des commissions scolaires. La transformation ou l'abolition de ces structures permettrait possiblement d'aller chercher de l'argent pour des programmes alternatifs visant les jeunes décrocheurs ou les jeunes en difficulté (éducation alternative, programmes parascolaires).



En collaboration avec



Sexualité et hypersexualisation chez les jeunes

L'éducation à la sexualité de même que l'apprentissage des valeurs associées à la sexualité ainsi qu'au respect de soi et des autres, sont très étroitement reliés à l'estime de soi et aux contextes socio-économique et familial dans lesquels évoluent les jeunes. Pour commencer, le gouvernement du Québec faisait remarquer, dans son « Portrait des infections transmissibles sexuellement et par le sang »¹, que les ITSS sont en constante augmentation chez les 15-24 ans, particulièrement chez les jeunes hommes. Une réalité confirmée sur le terrain par nos intervenants. Les jeunes n'ont pas nécessairement de relations sexuelles à un plus jeune âge qu'avant, mais leurs pratiques sexuelles seraient plus variées et nombreuses. Il est probable de penser que ce phénomène soit en lien avec celui de l'hypersexualisation chez les jeunes. Ceci peut se caractériser par une banalisation de la sexualité, une forte influence ainsi qu'une pression exercées par les pairs afin d'accomplir des actes sexuels pouvant mener à une certaine exclusion sociale. La plupart du temps, les adolescents posent des gestes participant à l'hypersexualisation, non pas parce qu'ils seraient forcés de le faire, mais parce qu'ils croient que, de cette manière, ils seront acceptés par les autres et intégrés au groupe.

Également, nous pouvons dire que les jeunes explorent davantage et plus tôt leur sexualité. Ceux-ci viennent voir la caravane mobile de l'Oasis non plus pour poser des questions sur les premières relations sexuelles, mais pour discuter d'expériences qu'ils auraient déjà vécues – comme les relations anales et les « trip à trois ». Ces actes font partie intégrante de leur sexualité. Nous sommes d'avis que ces actes sexuels ne devraient pas être pratiqués à un âge prématuré, en raison d'une pression sociale à laquelle ils seraient soumis ou au moment de la découverte de la sexualité, mais bien parce qu'ils le désirent.

Nous constatons aussi un manque d'éducation sexuelle à l'école, puisque le gouvernement a retiré les cours de « formation professionnelle et sociale » et le volet sexualité qui en faisait partie. Bien qu'il y ait eu des lacunes dans ce programme, son abolition complète laisse un grand vide et beaucoup de questions sans réponses chez les adolescents. Il faut admettre que, dans certains milieux familiaux, le climat n'est pas suffisamment sain et n'inspire pas assez la confiance pour être propice à l'échange et au partage de connaissances (toxicomanie, violence, parents absents, valeurs et culture, ou tout simplement un tabou de la sexualité, etc.). C'est pourquoi nous sommes d'avis que l'école devrait prendre une partie de cette responsabilité. En effet, les jeunes sont intéressés, ils ont des questions, ils sont curieux et préoccupés par la sexualité, et cela est tout à fait normal. Nous ne pouvons pas dire que leurs préoccupations aient augmenté, par contre, il semble plus difficile d'aller chercher des réponses, entre autres, parce que les sources d'information disponibles sont critiquables. En effet, l'accès à la pornographie s'est beaucoup facilité depuis la création d'Internet et celle-ci

1MSSS, *Portrait des maladies transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS) au Québec*, en ligne, <http://publications.msss.gov.qc.ca/acrobat/f/documentation/2013/13-329-02W.pdf>



En collaboration avec



envoie souvent une image faussée de la sexualité créant souvent une pression de performance et de l'angoisse chez les jeunes. Plusieurs tabous sur la sexualité perdurent et tous les questionnements des adolescents méritent d'être éclairés. Par conséquent, nous sommes persuadés que l'ensemble des jeunes Québécois devraient avoir accès à des ateliers sur la sexualité au sein même de leur institution scolaire. De plus, il existe plusieurs autres enjeux importants par rapport à la sexualité que nous n'aborderons pas dans ce mémoire, dont l'orientation sexuelle, l'identité de genre et la transsexualité, les grossesses à l'adolescence, la prostitution de mineurs, etc., et nous aimerions vous référer aux mémoires des organismes du Projet TRIP et du PIAMP qui les traitent plus en profondeur.

En outre, plusieurs risques apparaissent quand on croise les enjeux de sexualité et de la toxicomanie, ou du moins de la consommation de drogues et d'alcool pendant les relations sexuelles : risques accrus de transmission de ITSS, d'agressions sexuelles ou de respect flou du consentement, de perte de jugement, d'attaque à la réputation (rumeurs, vidéos diffusées en ligne, etc.), baisse des barrières (codes moraux, gêne, etc.), honte, regrets, culpabilité etc. Certains agissent sous l'influence des pairs ou parce qu'ils pensent suivre une norme. Dans un élan semblable, la diffusion de vidéos où l'on voit des relations sexuelles sur Internet ou le fait d'avoir des relations sexuelles sur Internet peuvent engendrer plusieurs problématiques liées encore une fois à l'estime de soi.

En conséquence, l'OASIS propose au gouvernement les **recommandations** suivantes :

- ✚ Réinvestir dans les programmes visant la prévention, dans les écoles secondaires, de ITSS et du VIH-SIDA ainsi que des agressions sexuelles;
- ✚ Fournir de manière accessible des préservatifs en grande quantité dans toutes les écoles secondaires;
- ✚ Créer des ateliers d'éducation sexuelle, dans les écoles secondaires, basés sur le respect et le plaisir et non sur la performance ou l'abstinence afin que les jeunes puissent découvrir et explorer leur sexualité graduellement et de manière saine;
- ✚ Engager des sexologues pour chaque école secondaire tout comme des psychologues et des intervenants spécialisés.



En collaboration avec



Conclusion

En terminant ce mémoire, nous souhaitons profiter de la vitrine offerte par la commission parlementaire pour déplorer le manque d'écoute de la part du gouvernement qui n'a pas pris la peine de considérer les opinions provenant du Sommet des jeunes, organisé par des jeunes et parrainé par le Bureau de Consultation Jeunesse (BCJ). En effet, nous avons constaté à la lecture du livre blanc sur la future politique de la jeunesse que plusieurs réalités rencontrées par les jeunes fréquentant l'OASIS étaient absentes, alors que celles-ci avaient été abordées dans le Sommet des jeunes. Tout d'abord, les jeunes qui approchent l'OASIS le font souvent en raison de problèmes liés à la toxicomanie. Nous ne pensons pas que la prise de drogues et d'alcool ait augmenté chez les jeunes, par contre, le pourcentage de consommation problématique, lui, aurait bondi. Selon nous, ce phénomène est causé par le manque de prévention dans les écoles secondaires face aux conséquences et aux risques liés à la consommation de drogues et d'alcool, et, surtout, face à l'absorption de « cocktails », c'est-à-dire de mélange de plusieurs substances. La banalisation des drogues de synthèse, dont la composition est incertaine étant donné qu'elles sont fabriquées artificiellement en laboratoire, reste un danger dont il faut tenir compte. Nous remarquons aussi un manque de ressources d'aide et d'accompagnement en toxicomanie dans les écoles secondaires qui pourraient prévenir quelques-unes des complications chez les jeunes comme la baisse de motivation scolaire, des problèmes juridiques, médicaux et d'autres encore.

Ensuite, nous observons plusieurs problèmes liés à l'accès au marché de l'emploi, au décrochage scolaire et aux transitions postsecondaires. Les difficultés découlant du décrochage scolaire sont nombreuses, et ce, pour plusieurs raisons énumérées dans ce mémoire, mais, entre autres, parce que certains jeunes ne se reconnaissent pas dans l'actuel système d'éducation. Par conséquent, nous estimons qu'il faudrait davantage promouvoir les différents cheminements scolaires alternatifs. De plus, le manque d'accompagnement et de suivi lors de la transition entre le secondaire et le marché de l'emploi constitue un frein à l'épanouissement des jeunes. Les stages professionnels qui leur sont proposés ne correspondent pas toujours à leurs intérêts et demeurent peu valorisants. Enfin, le manque d'éducation des jeunes face à la sexualité reste flagrant. Nous regrettons l'absence de programmes d'éducation à la sexualité à l'école, notamment en raison du fait que, dans certaines familles, la possibilité de prendre cet apprentissage en main n'est pas envisageable. Cependant, les jeunes ont des questions et ont besoin d'aide pour trouver les bonnes réponses. Ainsi, l'éducation sexuelle pour les jeunes reste indispensable, surtout dans le contexte de l'augmentation des ITSS et du phénomène de l'hypersexualisation, entraîné en partie par l'accès à la pornographie facilité par Internet. Plusieurs enjeux problématiques se sont développés en même temps qu'Internet, notamment la cyberintimidation et la diffusion de vidéos en ligne montrant des actes sexuels, des agressions sexuelles ou des viols. En somme, nous avons, tout au long de ce mémoire, soulevé certaines recommandations afin de



En collaboration avec



contribuer à la rédaction d'une Politique jeunesse ancrée dans les réalités qui préoccupent les jeunes de nos jours.

Voici un rappel de nos recommandations :

- ✚ Que le gouvernement mette en place des programmes de prévention et de lutte contre la toxicomanie qui ne soient pas tournés vers la criminalisation, mais vers l'information et la sensibilisation;
- ✚ Offrir un suivi en toxicomanie avec les jeunes suspendus de l'école pour consommation de drogues;
- ✚ Mettre en place un plan national qui donne des lignes directrices aux écoles quant au nombre d'intervenants et d'éducateurs spécialisés qui devraient être engagés en fonction du nombre d'étudiants;
- ✚ Encourager la mise en place de tout programme ou de toute activité visant l'augmentation de l'estime et de la confiance en soi des étudiants au secondaire, ce qui peut parfois aider à prévenir des problèmes de consommation;
- ✚ Mieux préparer la phase de transition « postsecondaire » en incluant par exemple des stages orientants qui préparent vraiment vers le marché de l'emploi, avec une plus grande variété d'offres de stages professionnels, pour que les jeunes bénéficient d'un éventail d'opportunités allant au-delà des expériences en entretien ménager;
- ✚ Mettre en place un système d'éducation « alternatif », déjà implanté au primaire, adapté au secondaire et au post-secondaire;
- ✚ Donner la liberté aux écoles de mettre sur pied des programmes motivants (parascolaires ou intrascolaires, comme des concentrations) permanents et accessibles à tous, qui permettraient de valoriser les jeunes et de les intéresser à l'accomplissement de leur parcours scolaire;
- ✚ Évaluer la pertinence et l'efficacité des commissions scolaires. La transformation ou l'abolition possible de ces structures permettrait potentiellement d'aller chercher de l'argent pour des programmes alternatifs visant les jeunes décrocheurs ou les jeunes en difficulté (éducation alternative, programmes parascolaires);
- ✚ Réinvestir dans les programmes visant la prévention, dans les écoles secondaires, des ITSS et du VIH-SIDA ainsi que des agressions sexuelles;
- ✚ Fournir de manière accessible des préservatifs en grande quantité dans toutes les écoles secondaires;



En collaboration avec



- ✚ Créer, dans les écoles secondaires, des ateliers d'éducation sexuelle basés sur le respect et le plaisir et non sur la performance ou l'abstinence afin que les jeunes puissent découvrir et explorer leur sexualité graduellement et de manière saine;
- ✚ Engager des sexologues pour chaque école secondaire, tout comme des psychologues et des intervenants spécialisés.



En collaboration avec

